

20 septembre 2004

**Déclaration de S.E. M. Jean Ping,
Président de la 59^{ème} Session de l'Assemblée Générale,
à l'occasion de la réunion de haut niveau sur la dimension sociale de la
mondialisation**

Madame et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Monsieur le Secrétaire général,
Monsieur le Directeur général de l'Organisation Internationale du Travail,
Excellences, Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un grand honneur de prendre la parole à cette réunion de haut niveau consacrée à la dimension sociale de la mondialisation, sujet d'une grande complexité et d'un intérêt fondamental pour les peuples du monde.

Permettez-moi de saisir cette occasion pour rendre hommage aux Présidents Tarja Halonen de la République de Finlande et Benjamin Mkapa de la République Unie de Tanzanie, co-présidents de la Commission pour la dimension sociale de la mondialisation et co-auteurs du rapport intitulé « Une mondialisation juste : créer des opportunités pour tous » ; rapport dont la force des propositions constituent une contribution de référence dans une approche nouvelle et dynamique des questions de gouvernance et de responsabilité à l'échelle planétaire .

Je voudrais féliciter les membres de la Commission pour l'œuvre accomplie, qui montre qu'en dépit des approches divergentes, un résultat consensuel peut être obtenu sur les grandes questions d'importance mondiale.

Qu'il me soit également permis de saluer la présence des Présidents Jacques Chirac de la République française et Luiz Inacio Lula Da Silva de la République fédérative du Brésil pour l'intérêt particulier qu'ils portent à la dimension sociale de la mondialisation.

J'aimerais aussi féliciter Son Excellence Monsieur Juan Somavia, Directeur général de l'Organisation Internationale du Travail pour l'appui que l'OIT a apporté au travail de la Commission.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

La Déclaration du Millénaire nous rappelle, à juste titre, que l'un des enjeux majeurs de notre époque est de s'assurer que la mondialisation devienne une force positive pour tous les peuples du monde.

Produit du prodigieux développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication, de la libéralisation des échanges, la mondialisation a accru l'interdépendance entre les nations et généré un potentiel économique immense, qui a suscité beaucoup d'espoir.

En effet, l'humanité n'a jamais disposé à ce jour d'un potentiel scientifique et technique aussi remarquable et d'une capacité de production de biens et de richesses matérielles si grande. Toutefois, force est de reconnaître que le déséquilibre entre les nations et au sein même de celles-ci est sans précédent.

Comme le souligne le rapport de la Commission pour la dimension sociale de la mondialisation, cette situation est « moralement inacceptable et politiquement intenable ».

Est-il en effet concevable que dans un monde qui dispose de ressources énormes et d'un potentiel considérable, près d'un milliard d'êtres humains vivent encore dans un état d'extrême pauvreté?

Sans préjudice des mesures à prendre par chaque Etat sur le plan national, en matière de gouvernance politique, de gestion économique et de protection sociale, il apparaît fondamental de mettre un accent particulier sur la recherche de solutions globales, en vue d'agir dans la pleine mesure de l'étendue du phénomène.

Comme l'affirme fort justement le Président Jacques Chirac, « la mondialisation de l'économie exige la mondialisation de la solidarité ».

A problème global, solution globale. Cela implique notamment la mise en place d'un système commercial multilatéral plus équitable, l'adoption de règles tout aussi équitables et transparentes en matière de flux de capitaux, de concurrence et de circulation de personnes.

Il est pour cela essentiel que les exigences financières et commerciales internationales n'altèrent pas les équilibres politiques ou les mécanismes institutionnels des pays en développement.

La justesse de la globalisation paraît ainsi tributaire des efforts collectifs de la communauté internationale. En effet, une économie mondiale stable et prospère ne peut exister que dans un monde où tous les citoyens sont à même de déployer leur potentiel de productivité et de consommation.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Les Nations Unies ont été créées en réponse aux défis que représentent pour l'humanité entière la nécessité de maintenir la paix et la sécurité internationales d'une part, et la promotion du développement économique et social pour tous, d'autre part.

Ces principaux objectifs autour desquels se cristallisent les aspirations individuelles et collectives, sont au centre de la Déclaration du Millénaire, adoptée par les dirigeants de la

planète. Il y est exaltée la vision d'un monde uni autour de valeurs communes et s'employant avec une ardeur renouvelée à instaurer la paix et à offrir de meilleures conditions de vie à tout homme, femme et enfant.

Pour y parvenir, nous devons mobiliser toutes nos ressources et faire montre d'une plus grande solidarité.

Dans la perspective d'une réforme des règles de la gouvernance mondiale, les Nations Unies peuvent et doivent continuer à jouer un rôle central, en tant que seul cadre universel où s'expriment dans leur diversité, les aspirations de l'humanité toute entière.

L'Assemblée générale doit donc être le creuset où se forge le consensus universel au service d'une mondialisation plus équitable et la réalisation de l'idéal d'un monde de paix, de progrès et de justice.

C'est donc avec un intérêt tout particulier que l'Assemblée générale examinera le rapport de la commission mondiale sur la dimension sociale dont la vision novatrice s'inscrit en droite ligne des préoccupations et des aspirations de la majorité des peuples du monde.

C'est ici que l'affirmation de Monsieur Guy Verhofstadt prend toute sa signification lorsqu'il déclare: « si nous le voulons vraiment, nous pouvons rendre la joie et l'espérance à des centaines de millions d'êtres humains comme nous ».

Je vous remercie.